

L'ECONOMISTE



Spécial 15ème Colloque International des Finances Publiques



Finances publiques

Innover et se réinventer pour faire face aux crises

En partenariat avec



الخزينة العامة للمملكة
ⓄⓄⓄ Ⓢ | Ⓢ + Ⓞ ⓄⓄⓈ | + ΧΗΛΞΛ†
TRÉSORERIE GÉNÉRALE DU ROYAUME

Gouvernance finances publiques

«Il n'y a pas de place pour l'individualisme»

Le colloque international, considéré comme la grand-messe des finances publiques, se tient ce vendredi et samedi à Rabat. Organisée par la Fondafip et le ministère des Finances, cette 15e édition a choisi un thème d'une actualité brûlante: quel modèle de gouvernance des finances publiques dans un monde de multi-crisis? Nécessité d'une vision économique, des éléments influant la prise de décision,... Autant de thèmes abordés par Nouredine Bensouda, trésorier général du Royaume.

- **L'Economiste: Comment se portent les finances publiques?**

- **Nouredine Bensouda:** Nous constatons une amélioration normale après une année de crise. Si l'on compare 2022 avec une année normale avant Covid, nous remarquons une évolution positive au niveau des recettes, avec des dépenses qui continuent à gonfler. La preuve avec les chiffres de la compensation. Dans la loi de finances de 2022, le ministère des Finances prévoit 33 milliards de DH. L'année d'avant à fin novembre, nous étions à 11 milliards de DH. Il s'agit d'un effort important qui est la conséquence de cette crise mondiale. Mais, autrement, ces milliards de DH auraient pu servir à soutenir un secteur d'activité ou une politique publique.

- **Vous organisez un colloque sur le modèle de gouvernance des finances publiques dans un monde de multi-crisis. Préconisez-vous un modèle à suivre? Si oui, lequel?**

- Il est important d'insister sur la



Nouredine Bensouda, trésorier général du Royaume (Ph. DR)

méthode. La gouvernance concerne la décision, la gestion, la vision économique. D'abord au niveau de la décision, l'actualité internationale le montre. Nous avons des acteurs traditionnels de la décision, c'est-à-dire le Parlement, le gouvernement, le pouvoir judiciaire et bien entendu la presse qui constitue le 4e pouvoir. Aujourd'hui, d'autres acteurs ont émergé. En effet, les réseaux sociaux s'invitent dans la décision. Les gouvernements prennent la peine de les écouter et de prendre en considération leurs points de vue. Par ailleurs, les finances publiques sont éminemment politiques même si au niveau de la gestion, nous avons emprunté au privé les meilleures pratiques du management telles que le contrôle interne, la comptabilité d'exercice,... Il ne faut pas les confondre avec la nécessité de disposer d'une vision stratégique

qui relève du domaine du politique. Cette politique doit répondre à une question fondamentale relative aux missions essentielles de l'Etat et les secteurs où il doit intervenir. Lorsque nous avons répondu à cette question, la gestion, l'évaluation, la reddition des comptes,... deviennent faciles.

- **Quid de la vision économique?**

- C'est le 3e sujet. Tout cela participe à la croissance et au développement économique et donc vers quelle voie devons-nous nous diriger? La distribution des rôles entre les acteurs économiques de l'Etat, les entreprises publiques, les collectivités territoriales et les ménages s'inscrit dans une logique fondamentale: la décision de vivre en collectivité. Nous devrions sauvegarder et développer l'esprit de solidarité qui permet le développement économique. Il n'y a pas de place pour l'individualisme. L'actualité nous donne le plus bel exemple. Lorsque nous jouons en équipe, avec une vision claire, une ambition, une énergie, nous réussissons. Je tiens ici à saluer les succès de notre équipe nationale de football.

- **Quels sont les apports de l'intelligence artificielle?**

- C'est de l'aide à la décision et à la gestion. Car, l'intelligence humaine peut organiser certaines informations mais n'a pas la capacité de structurer toute l'information disponible. La force de l'intelligence artificielle est qu'elle peut vous donner, en peu de temps, tous les cas qui ont précédé et qui vous permettent de prendre la bonne décision. Il en va de même

pour la gestion. Quand vous avez une remontée de l'information, vous pouvez améliorer votre gestion de la ressource financière. Idem pour la dépense. Ce qui permet de piloter et de pousser à choisir directement les bonnes actions. En fait, elle permet un gain de temps inimaginable afin d'agir le plus rapidement possible.

- **Les éditions passées du colloque avaient abouti à des conclusions. Sont-elles prises en compte dans la gestion des finances publiques?**

- Le colloque est un espace de réflexion et d'échange. Nous militons pour qu'il y ait d'un côté de l'action au niveau d'une administration en termes de mise en œuvre. Et de l'autre, la réflexion permanente qui enrichit le débat. Je vais vous donner un exemple qui montre que cela influe sur les décisions. Si vous reprenez le dernier colloque organisé, nous avons dit que selon les principes connus sur le plan international, l'IS par exemple est un impôt proportionnel. Il ne peut en aucun cas être progressif, comme ce qui a été fait il y a quelques années.

Déjà en 2022 et nous continuons, nous sommes revenus à la sagesse de l'impôt proportionnel aux taux de 31 et 37% et un IR avec un barème progressif. L'impôt doit rester neutre par rapport au choix du véhicule juridique. Vous voyez que nos recommandations sont prises en compte. La même chose en termes de comptabilité générale mise en œuvre, la certification des comptes pour le premier exercice de 2020. □

Propos recueillis par
Mohamed CHAOUI

Des concepts et des modèles dépassés

LE monde entier est passé par une période difficile, avec notamment la crise de la Covid-19. Ce colloque apporte une précision: pendant les siècles derniers, les crises existaient mais elles étaient étalées dans le temps. Dans le XXIe siècle, tout le monde aura remarqué qu'il s'agit de la conjonction de crises qui arrivent les unes après les autres, avec une multitude de risques. «En effet, de la crise sanitaire, nous sommes passés à la crise géopolitique. A côté de cela,

il y a des questions auxquelles nous devons faire face: le changement climatique, démographique, la hausse de l'endettement public, la rupture de la chaîne d'approvisionnement, la crise énergétique, ... Tout cela doit être porté par les Etats», souligne Nouredine Bensouda. «Et comme nous sommes dans un monde globalisé, la souveraineté des Etats est mise à mal, car les décisions sont prises au niveau international. Les Etats doivent d'abord coopérer pour y partici-

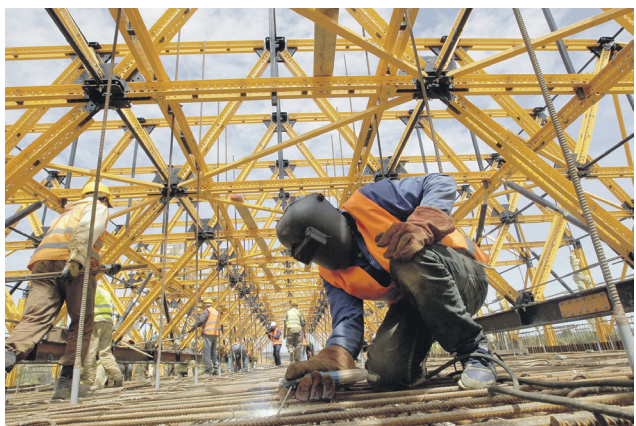
per. Dans plusieurs cas, ils doivent subir des décisions qui se prennent ailleurs, dans la sphère publique mais également privée», dit-il. Surtout lorsque l'on voit la puissance des multinationales et notamment celles dans le numérique et le digital et leur impact sur la marche du monde et de l'économie en général. Du coup, «les concepts, les principes, les instruments, les modèles que nous avons avant se sont trouvés dépassés. Car, lors de la crise de Covid-19, il y avait rupture par

rapport aux principes de la Commission européenne, le pacte de stabilité, le taux d'endettement par rapport au PIB, ...».

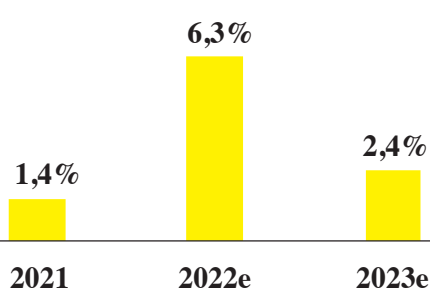
«Les robinets ont été ouverts parce qu'il fallait faire face à cette situation pour soutenir la stabilité des pays, les opérateurs économiques et les citoyens qui se sont retrouvés parfois sans revenus. C'est ce qui a été fait par le Maroc suite aux instructions royales», rappelle-t-il. □

Gestion des finances publiques en temps de crise

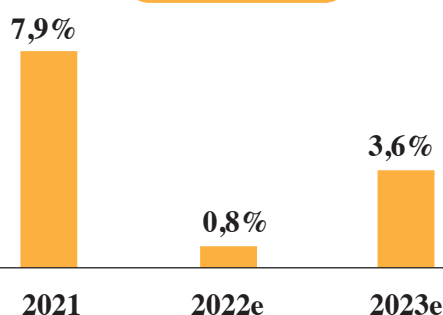
L'urgence de la diversification des ressources



Inflation

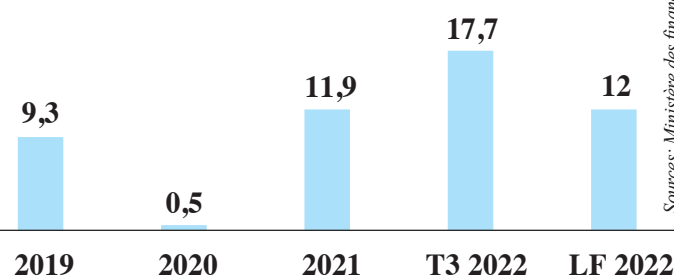


Croissance



Évolution des financements innovants

En milliards de DH



Sources: Ministère des finances, Salle des marchés AMB, BAM, HCP, AMMC, Calculs & Analyse AGR

• **Innover et se réinventer pour faire face aux importants déficits de financement**

• **Élargissement de l'assiette fiscale, ciblage des subventions, réduction des dépenses publiques...**

LES multiples crises qui se succèdent depuis deux années engendrent d'énormes tensions sur les finances publiques des pays de par le monde surtout ceux en développement. La guerre en Ukraine et les vagues de Covid-19 ont provoqué une envolée des prix des denrées alimentaires, des engrais et de l'énergie, engendrant des taux d'inflation élevés et une hausse inédite des taux d'intérêt ainsi qu'un risque de stagflation.

En effet, la croissance rapide qui a suivi la crise provoquée par la pandémie du Covid-19 a vite fait de céder la place à une inflation galopante et à un ralentissement économique et de facto un endettement des pouvoirs publics. Un cocktail dangereux qui pourrait anéantir les équilibres financiers de plusieurs pays. La prise de décision en matière de finances publiques devient quelque peu difficile.

En raison de ces multiples crises, de nombreux pays en développement ont enregistré des pertes de ressources financières afin d'atténuer les effets de l'inflation sur les familles et les entreprises vulnérables. Ce qui a eu des ré-

percussions néfastes sur les budgets de la plupart des pays en développement. «Plus de la moitié des pays à revenu faible et intermédiaire de la tranche inférieure qui peuvent prétendre à un financement de l'IDA-le fonds de la Banque mondiale pour les pays les plus pauvres-courent désormais un risque élevé de surendettement ou sont déjà surendettés», notent Qimiao Fan et Marcello Estevão, experts de la Banque mondiale dans un article intitulé «Augmenter les recettes publiques en temps de crise», paru le 15 novembre 2022 sur le blog de l'institution internationale.

Gouvernements, Banques centrales, argentiers des Etats, doivent jouer aux équilibristes pour ne pas porter un coup dur à la croissance tout en ménageant le pouvoir d'achat des citoyens mis à mal par l'inflation, sans trop recourir à l'endettement. Un choix cornélien, d'autant plus que les solutions aux-

quelles les pouvoirs publics avaient recours durant les crises précédentes, comme celui à la dette entre autres, ne fonctionnent plus. Les pouvoirs publics doivent innover et se réinventer pour faire face à ces importants déficits de financement pour dégager assez de marge budgétaire tout en faisant attention au surendettement.

Cas du Maroc

Comment le Maroc gère cette situation depuis deux années sachant que l'Etat a mis en place de nombreuses mesures pour venir en aide aux plus démunis ainsi qu'aux entreprises. Et ce, pour faire face au renchérissement des matières premières et à l'inflation. A fin septembre, les statistiques disponibles augurent d'une croissance du PIB marocain fragilisée en 2022e en raison de deux facteurs importants: une campagne agricole des plus faibles du-

rant ces dernières années (34 millions de quintaux contre un record de 103 millions de quintaux en 2021) ainsi qu'un contexte international défavorable. Depuis mars 2022, Bank Al-Maghrib a revu à la baisse ses prévisions de croissance de 2,9% à 0,8%.

Un ralentissement économique qui contraste avec une situation confortable des finances publiques à fin septembre 2022 avec des dépenses de compensation qui caracolent à 31,8 milliards de dirhams à fin septembre 2022.

Pour le moment, le Maroc semble plutôt tirer son épingle du jeu. Ainsi, en dépit d'un environnement économique national difficile, les finances publiques de l'Etat affichent une nette amélioration à fin septembre 2022 avec un déficit budgétaire de 11,2 milliards de dirhams contre 42,4 milliards de dirhams une année auparavant.

Cette performance s'explique par une hausse des recettes ordinaires (+45,5 milliards de dirhams) plus importante que celle des dépenses (+14,3 milliards de dirhams). L'évolution des recettes de l'Etat est due à la nette progression de l'IS de +14,8% couplée à une amélioration de la TVA à l'importation (hausse des prix d'import à l'international). Par ailleurs, le Trésor a eu recours aux financements innovants qui ont dépassé les prévisions de la LF-22 estimées à 12 milliards de dirhams, à 17,7 milliards durant les neuf premiers mois de l'année 2022. □

Fédoua TOUNASSI

Jouer le rôle de moteur de croissance

POUR 2023, le gouvernement compte mettre en œuvre tous les moyens mis à sa disposition pour mobiliser toutes les ressources financières possibles. Et cela passera à travers un meilleur recouvrement des impôts, l'adoption de mécanismes de financement innovants, la rationalisation des dépenses de fonctionnement de l'administration. De même, la mise en œuvre de la réforme relative aux marchés publics, la réforme de la loi organique relative à la loi de finances, ainsi que la revalorisation du portefeuille public et l'amélioration de son rendement. L'Etat doit jouer son rôle de moteur de croissance en faisant les bons choix budgétaires. Des choix rationnels qui doivent être accompagnés de stratégies équitables en matière de fiscalité mais aussi de maîtrise de la dette publique. □

Gestion des finances publiques en temps de crise

D'un pays à l'autre, affronter les nouveaux défis



• **Subventionner de façon plus importante les denrées alimentaires pour éviter un choc social**

• **Remodeler les systèmes fiscaux et les rendre plus équitables**

SI les répercussions de la pandémie suivies de la crise en Ukraine ont eu des impacts négatifs sur l'ensemble des économies du monde, tous les pays ont plus ou moins réagi de la même manière, l'important étant de contrer ces effets et surtout de mettre en place des mécanismes à même de contenir l'inflation galopante et limiter ses effets sur le pouvoir d'achat des populations. Ce maintien du pouvoir d'achat s'est trouvé au centre des finances publiques et s'est manifesté sous diverses formes selon les pays: soutien aux transporteurs, aux consommateurs de gaz et d'énergie électrique, à la pompe, au secteur agricole notamment près de 10 milliards de DH au Maroc, augmentation des subventions destinées à la farine et au sucre... Pour la majorité des pays africains, le grand dilemme pour les finances publiques a été de subventionner de façon plus importante les denrées alimentaires pour éviter un choc social. A titre d'exemple, en Egypte les subventions alimentaires du pays, qui représentaient de 5 à 6 milliards de



dollars par an, devraient passer cette année 2023 à 7 ou 8 milliards de dollars. En Afrique de l'Ouest, même dilemme même si la dépendance vis-à-vis de l'Ukraine est moins importante. Idem pour le Nigéria. Parallèlement, quelques initiatives panafricaines ont émergé. Des discussions sont en cours avec la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, la Commission de l'Union africaine et la Zlecaf pour améliorer la coordination des chaînes d'approvisionnement en Afrique.

L'ensemble des réactions des finances publiques ont donc été de réorienter une partie des finances vers les subventions aux producteurs de denrées alimentaires essentielles. La suffisance alimentaire reste le grand défi des économies mondiales, les pays en voie de développement ayant été plus affectés que ceux développés. Dans le

Le maintien du pouvoir d'achat s'est trouvé au centre des finances publiques et s'est manifesté sous diverses formes selon les pays. Au Maroc, il s'est décliné à travers le soutien aux transporteurs, aux consommateurs de gaz et d'énergie électrique, à la pompe, au secteur agricole notamment (Ph. L'Economiste)



contexte actuel de forte inflation, les pays doivent remodeler leurs systèmes fiscaux et les rendre plus équitables. Et cela passe par l'indexation des différentes composantes des impôts directs

et indirects. Un effort est également à faire du côté des subventions. Elles doivent être plus ciblées et ne bénéficier qu'aux populations démunies. □

F.T.

Un coup de pouce à la régionalisation

• **Une gestion territorialisée pour mieux orienter les fonds publics**

SANS nul doute, la pandémie du Covid-19 et la guerre en Ukraine ont bouleversé le monde, apportant des changements majeurs dans différents domaines. Faire face à la crise est avant tout un challenge financier mais aussi territorial. Certains territoires se trouvent davantage confrontés à la crise que d'autres. C'est sans nul doute la raison pour laquelle grand nombre de pays à travers le monde ont opté pour une gestion territoriale des finances publiques, qu'il s'agisse de faire face aux aspects sanitaires ou à ceux d'ordre économique et social. Une gestion territorialisée a permis de mettre en place des structures de coordination au niveau régional afin de mieux orienter les fonds publics, utiliser de façon optimale les ressources régionales. Les administrations ont débloqué des fonds considérables pour permettre aux entreprises de faire face aux crises et aux menaces de faillite. Dans le cas du Maroc, plusieurs projets de soutien ont été conçus et mis en place. C'est le cas du programme Intelaka dont l'objectif majeur a été de permettre à la trésorerie des entreprises de faire face à la crise et à l'arrêt de l'activité. Par ailleurs, un fonds spécial d'investissement de 10 milliards de dirhams a été mis en place pour contrer les effets de la crise. Sans oublier les mesures budgétaires telles que des régimes fiscaux, un accès plus facile à des sources de financement extérieur ainsi que des outils de gestion financière modernes, novateurs et offrant une plus grande flexibilité. □

